Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 15 mai 1959, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant les articles 496, 510, 583 et 601 du Code de Commerce et les articles 25 et 27 des lois coordonnées sur le concordat judiciaire", a donné le 8 juin 1959 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 15e mei 1959 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de artikelen 496, 510, 583 en 601 van het Wetboek van koophandel, en van de artikelen 25 en 27 van de samengeschakelde wetten betreffende het gerechtelijk akkoord", heeft de 8e juni 1959 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour but de modifier les articles 496, 510, 583 et 601 du Code de commerce et les articles 25 et 27 des lois coordonnées sur le concordat judiciaire, afin,notamment, de les mettre en concordance avec l'article 472 du Code de commerce.

Cet article, qui concerne les modes de publication du jugement déclaratif de la faillite, a été remplacé par l'article unique de la loi du 18 mai 1956. Le nouvel article 472 prévoit comme modes de publication :

1° l'insertion dans les journaux qui s'impriment dans les lieux ou dans les villes les plus rapprochées des lieux où le failli a son domicile ou des établissements commerciaux;

2° l'insertion au Moniteur belge.

Il supprime donc l'affichage dans l'auditoire du tribunal de commerce.

\+

\+ +

Intitulé.

Si le Gouvernement tient compte des suggestions faites par le Conseil d'Etat, l'intitulé devrait être modifié en conséquence.

\+

\+ +

.../...

Selon l'article 496, alinéa 2, du Code de commerce, les créanciers sont avertis du jugement déclaratif de la faillite et du délai dans lequel il leur appartient de faire la déclaration de leurs créances ,"par les publications et affiches prescrites par l'article 472".

L'article 472 ne prévoyant plus de publication par affichage, l'article 1er du projet supprime à l'article 496, alinéa 2, les termes "et affiches" qui y figurent encore.

Il serait préférable de reproduire en entier l'article 496 ainsi que le Gouvernement a estimé devoir le faire pour les autres dispositions que le projet modifie. A cette occasion, il pourrait d'ailleurs être procédé au remplacement de certains termes qui ne correspondent plus à la terminologie actuelle.

\+

\+ +

L'article 510, qui règle la convocation des créanciers, est remplacé par l'article 2 du projet. Le nouveau texte reproduit intégralement la disposition actuelle, sauf les mots "affiches et".

L'article 2 n'appelle pas d'observation.

\+

\+ +

L'article 3 du projet remplace l'article 583 qui concerne la publication des jugements et arrêts de condamnation en matière de banqueroute.

La référence à l'article 472 est inadéquate. En effet, l'article 472 prévoit que le jugement déclaratif de la faillite est publié à la diligence des curateurs; or, la décision judiciaire condamnant un commerçant pour banqueroute doit être publiée par les soins du ministère public.

Il s'impose donc de régler à l'article 583 les conditions de publication du jugement ou de l'arrêt de condamnation. La Cour de cassation a précisé dans plusieurs arrêts que la décision qui condamne du chef de banqueroute doit ordonner sa publication (Cass. 28 janvier 1907, Pas. 103; Cass.15 juin 1925, Pas. 291).

L'article 583 pourrait, dès lors, être rédigé comme suit :

"Tous arrêts ou jugements condamnant un commerçant du chef d'une des infractions prévues aux articles 573 à 578, ordonnent la publication, par extrait, de l'arrêt ou du jugement de condamnation au Moniteur belge ainsi que dans les journaux qu'ils désignent et qui s'impriment dans les lieux ou dans les villes les plus rapprochées du lieu où le condamné a son domicile ou des établissement commerciaux.

.../...

Ces extraits contiendront :

1° les nom, prénoms et adresse des condamnés;

2° la date de l'arrêt ou du jugement de condamnation et la juridiction qui l'a prononcé;

3° l'indication des infractions qui ont donné lieu aux condamnations et les peines prononcées; lorsque, en raison de l'unité d'intention, une peine unique a été prononcée du chef de banqueroute simple ou de banqueroute frauduleuse et d'autres infractions, les extraits mentionneront toutes les infractions réprimées par cette peine unique".

\+

\+ \+

L'article 4 du projet propose un nouveau texte pour l'article 601 du Code de commerce.

Selon cet article, le jugement qui accorde un sursis provisoire ou l'arrêt qui accorde un sursis définitif ou une prolongation de sursis est, à la diligence des commissaires surveillants, et dans les trois jours de sa date :

1° affiché dans l'auditoire du tribunal de commerce;

2° publié au Moniteur belge;

3° publié dans les journaux désignés par le président, en vertu de l'article 595.

Le nouveau texte proposé correspond au texte actuel, sauf les mots "affiché dans l'auditoire du tribunal de commerce et", qui sont omis.

L'article 601 nouveau soulève deux observations.

La première est relative à l'autorité appelée à désigner les journaux dans lesquels la publication doit avoir lieu. Selon l'article 601, la publication doit avoir lieu dans les mêmes journaux que ceux désignés par le président du tribunal de commerce en vertu de l'article 595.

Selon l'article 595, alinéa 2, il incombe au président d'indiquer les journaux dans lesquels sera insér la convocation des créanciers du commerçant qui a introdui une requête en sursis de paiement.

La majorité de la doctrine enseigne que l'articl 595 est en contradiction avec l'article 596 qui prévoit qu le juge-commissaire convoque les créanciers individuelleme par lettre recommandée, et le charge, en outre, de l'inser tion de la convocation dans le Moniteur belge , ainsi que dans les journaux par lui désignés (Namur, Le Code de commerce belge, III, 2e édition, n° 2127; BELTJENS, Encyclopé du droit commercial belge, III, p. 1030; FREDERICQ, Traité de droit commercial, VIII, n° 607, note 5).

Selon l'explication donnée par les auteurs, la contradiction existant entre l'article 595 et l'article 596 serait due à une inadvertance qui se serait produite

.../...

au cours des travaux préparatoires de la loi du 18 avril 1851 sur les faillites , banqueroutes et sursis. A la sui d'un amendement,le mot "président", qui figurait primitive ment aussi à l'article 596, fut remplacé par les termes "juge-commissaire". Le législateur aurait oublié d'apporte la même modification aux articles 595, alinéa 2, et 601, d'où la contradiction entre ces deux articles et l'articl 596.

Outre l'argument résultant de l'examen des travaux préparatoires, il est raisonnable d'admettre que la désignation des journaux dans lesquels la convocation des créanciers doit paraître, soit faite par le juge-commissaire. En effet, celui-ci est chargé par l'article 596 de la mission de convoquer les créanciers. Il sera le mieux à même de juger dans quels journaux la publication de la convocation aura le plus d'efficacité pour atteindr les créanciers qui n'auraient pas été touchés par lettre recommandée.

Il y a donc lieu de mettre les articles 595, alinéa 2, et 601 en concordance avec l'article 596, alinéa 1er.

A cet effet, il suffit de supprimer à l'article 595, alinéa 2, le dernier membre de phrase qui est rédigé comme suit : "et il indiquera les journaux dans lesquels, outre le Moniteur belge, la convocation sera insérée". L'article 601 in fine sera rédigé comme suit : "... et dans les journaux désignés par le juge-commissaire en vertu de l'article 596".

.../...

La seconde observation qu'appelle l'article 601 concerne la forme de la publication du jugement et de l'arrêt. L'article 601, pas plus dans la rédaction qui en est proposée que dans son texte actuel , ne prévoit que cette publication aura lieu par extrait, comme le précise par exemple, l'article 472 pour la publication du jugemer déclaratif de la faillite.

Si le Gouvernement estime que la publication in extenso n'est pas requise et que la publication du jugement ou de l'arrêt par extrait est suffisante, il conviendrait de le préciser dans le texte de l'article 601 et de déterminer les mentions que cet extrait doit comporter.

\+

\+ +

Le liminaire de l'article 5 du projet doit se lire :

"Article 5.-

L'article 25 des lois sur le concordat judiciaire coordonnées le 25 septembre 1946 est remplacé par la disposition suivante :

Article 25.- ... ".

\+

\+ +

.../...

Le liminaire de l'article 6 du projet doit se lire :

"Article 6.-

L'article 27, dernier alinéa, des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

... ".

\+

\+ +

Le projet appelle en outre les remarques suivantes :

I. Alors que l'article 472 nouveau et l'article 583 proposé par le projet, déterminent les mentions qui doivent figurer dans l'extrait du jugement soumis à publication, rien de tel n'est prévu en ce qui concerne l'extrait du jugement d'annulation ou de résolution du concordat dont il est question à l'article 524.

Or, selon l'article 524, alinéa 2, ce jugement devra être publié de la même manière et selon les mêmes formes que celles qui sont prévues pour le jugement déclaratif de la faillite dont parle l'article 472.

Il serait donc souhaitable de compléter l'article 524 sur ce point.

II. L'article 607 est relatif à la révocation du sursis de paiement.

Il prévoit en son alinéa 3 que "tout arrêt ou jugement portant révocation de sursis sera publié et affiché de la manière et dans les lieux prescrits par l'article 601". Il semble logique de modifier également cet article.

Pas plus l'article 607 que l'article 601 ne prévoit que la publication qu'il prescrit aura lieu par extrait. Si le Gouvernement estime que la publication d'un extrait est suffisante, il conviendrait ici encore de déterminer ce que cet extrait doit comporter.

III. L'article 28, alinéa 2, des lois sur le concordat judiciaire, coordonnées le 25 septembre 1946, dispose que le pourvoi en cassation est formé dans les huit jours à partir de l'affiche et de la publication, dans les journaux, de l'arrêt de la Cour d'appel.

Cet article devrait également être modifié.

IV. Enfin, il y aurait lieu de mettre en concordance avec les dispositions du projet, l'article 1er de la loi du 26 décembre 1882 sur la procédure gratuite en matière de faillite.

.../...

Cet article dispose :

"Lorsque l'actif d'une faillite sera présumé insuffisant pour couvrir les premiers frais de liquidation, le tribunal de commerce, d'office ou sur la requête du curateur, ordonnera la gratuité de la procédure pour le jugement de déclaration de la faillite, l'affiche de ce jugement ... ".

Le projet ayant supprimé l'affichage du jugemer déclaratif de la faillite, les mots "l'affiche de ce jugement" sont inutiles et doivent être omis.

Het ontwerp strekt tot wijziging van de artikelen 496, 510, 583 en 601 van het Wetboek van koophande en van de artikelen 25 en 27 van de gecoördineerde wette betreffende het gerechtelijk akkoord, ten einde deze onder meer in overeenstemming te brengen met artikel 472 van het Wetboek van koophandel.

Dit artikel, dat handelt over de wijzen van be kendmaking van het vonnis van faillietverklaring, is vervangen door het enig artikel van de wet van 18 mei 195€ Het nieuwe artikel 472 kent de volgende wijzen van bekendmaking :

1° opneming in de bladen die gedrukt worden in de plaats of in de steden welke het dichtst gelegen zijn bij de plaatsen waar de gefailleerde zijn woonplaats of handelsinrichting heeft ;

2° opneming in het Belgisch Staatsblad.

Het kent dus niet meer "het aanplakken in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel".

+

+ +

.../...

Opschrift.

Houdt de Regering rekening met de wenken van de Raad van State, dan behoort het opschrift in die zin te worden gewijzigd.

\+

\+ +

Volgens artikel 496, tweede lid, van het Wetboek van koophandel wordt aan de schuldeisers bericht gegeven van het vonnis van faillietverklaring en van de termijn binnen welke zij aangifte moeten doen van hun schuldvorderingen "door de bekendmakingen en plakbrieven voorgeschreven bij artikel 472".

Aangezien artikel 472 thans geen bekendmaking door aanplakking meer voorschrijft, doet artikel 1 van het ontwerp in artikel 496, tweede lid, de woorden "en plakbrieven", die er nog in voorkomen, vervallen.

Het verdient aanbeveling artikel 496 geheel te herhalen zoals de Regering het nodig heeft geoordeeld voor de andere bepalingen welke het ontwerp wijzigt. Van de gelegenheid zou overigens gebruik kunnen worden gemaakt om bepaalde termen die niet meer aan de huidige terminologie beantwoorden, te vervangen.

\+

\+ +

.../...

Artikel 510 betreffende de oproeping van de schuldeisers wordt vervangen door artikel 2 van het ontwerp. De nieuwe tekst neemt de huidige bepaling in haar geheel over, behalve de woorden : "plakbrief en ".

Bij artikel 2 zijn geen opmerkingen te maken :

\+

\+ \+

Artikel 3 van het ontwerp vervangt artikel 583 betreffende de bekendmaking van de vonnissen en arresten van veroordeling inzake bankbreuk.

De verwijzing naar artikel 472 is niet dienstig. Artikel 472 zegt immers dat het vonnis van faillie verklaring wordt bekendgemaakt door de zorg van de curat de rechterlijke beslissing waarbij een koopman wegens bankbreuk wordt veroordeeld, moet echter door toedoen var het openbaar ministerie worden bekendgemaakt.

In artikel 583 behoort dus een regeling te worden getroffen inzake bekendmaking van het vonnis of het arrest waarbij de veroordeling wordt uitgesproker In tal van arresten heeft het Hof van cassatie voorgehouden dat de beslissing tot veroordeling wegens bankbreuk de bekendmaking van die beslissing moet bevelen (Cass. 28 januari 1907, Pas., 103; Cass. 15 juni 1925, Pas. 291).

.../...

Artikel 583 zou dan als volgt kunnen worden gelezen :

"Alle arresten of vonnissen waarbij een koopman wordt veroordeeld wegens een der misdrijven bedoeld in de artikelen 573 tot 578, bevelen dat het arrest of vonnis van veroordeling bij uittreksel zal worden bekend gemaakt in het Belgisch Staatsblad en in de bladen welke zij aanwijzen en welke gedrukt worden in de plaatsen of steden die het dichtst gelegen zijn bij de plaats waar de veroordeelde zijn woonplaats of handelsinrichting heeft.

Die uittreksels bevatten :

1° naam, voornamen en adres van de veroordeelden ;

2° datum van het arrest of van het vonnis van veroordeling en de rechtbank die het heeft uitgesproken ;

3° de vermelding van de misdrijven die tot de veroordelingen aanleiding hebben gegeven en de uitgesproken straffen; wanneer, wegens eenheid van opzet, één enkele straf is uitgesproken wegens eenvoudige bankbreuk of bedrieglijke bankbreuk en wegens andere misdrijven, vermelden de uittreksels al de misdrijven die met deze enige straf worden gestraft".

\+
\+ \+

Artikel 4 van het ontwerp stelt voor artikel 601 van het Wetboek van koophandel een nieuwe tekst voor.

.../...

Volgens dit artikel wordt het vonnis dat een voorlopig uitstel toestaat of het arrest dat een definitief uitstel of een verlenging van het uitstel verleent, door de zorgen van de toeziende commissarissen, en binnen drie dagen na zijn dagtekening :

1° aangeplakt in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel ;

2° bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad ;

3° bekendgemaakt in de krachtens artikel 595 door de voor zitter aangewezen bladen.

De nieuw voorgestelde tekst komt met de huidige overeen, behalve dat de woorden : "aangeplakt in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel en" zijn geschrapt.

Bij het nieuwe artikel 601 zijn twee opmerkinge te maken.

De eerste heeft betrekking op de vraag welke overheid bevoegd is om de bladen aan te wijzen waarin de bekendmaking moet worden gedaan. Volgens artikel 601 moet de bekendmaking worden gedaan in dezelfde bladen als die welke de voorzitter van de rechtbank van koophandel krachtens artikel 595 aanwijst.

.../...

Volgens artikel 595, tweede lid, moet de voorzitter de bladen aanwijzen waarin de oproeping van de schuldeisers van de koopman die een verzoek tot uitstel van betaling heeft gedaan, zal worden opgenomen

Volgens de meeste rechtsgeleerden is artikel 595 in tegenspraak met artikel 596, hetwelk zegt dat de rechter-commissaris de schuldeisers ieder afzonderlijk oproept bij ter post aangetekende brieven, en hem boven dien gelast de oproeping te doen opnemen in het Belgisc Staatsblad en in de door hem aan te wijzen bladen (Namur, Le Code de commerce belge, III, 2e uitg., nr 2127; BELTJENS, Encyclopédie du droit commercial belge, III, p. 1030 ; FREDERICQ, Traité de droit commercial, VIII, nr 607, noot 5).

Volgens de door de schrijvers gegeven uitleg zou de tegenspraak tussen artikel 595 en artikel 596 te wijten zijn aan een onachtzaamheid bij de parlementaire voorbereiding van de wet van 18 april 1851 op het faillissement, de bankbreuk en het uitstel van betaling Ingevolge een amendement is het woord : "voorzitter", da vroeger ook voorkwam in artikel 596, vervangen door de term : "rechter-commissaris". De wetgever zou hebben nagelaten dezelfde wijziging aan te brengen in de artikelen 595, tweede lid, en 601; vandaar de tegenspraak tussen deze beide artikelen en artikel 596.

.../...

Benevens het argument dat steunt op het onderzoek van de parlementaire voorbereiding, mag ook redelijkerwijs worden aangenomen dat het zaak van de rechter-commissaris is, de bladen aan te wijzen waarin de oproeping van de schuldeisers moet verschijnen. Hij is immers krachtens artikel 596 met de oproeping van de schuldeisers belast. Hij is best geplaatst om te oordelen welke bladen het meest geschikt zijn om de schuldeisers die niet door een ter post aangetekende brief konden worden bereikt, op te roepen.

De artikelen 595, tweede lid, en 601 behoren dus in overeenstemming te worden gebracht met artikel 596, eerste lid.

Hiertoe kan worden volstaan met in artikel 595, tweede lid, het laatste zinsdeel te schrappen : "en hij wijst de bladen aan waarin, benevens het Staatsblad, de oproeping zal worden opgenomen". Het slot van artikel 601 ware dan als volgt te lezen : "... en in de krachtens artikel 596 door de rechter-commissaris aangewezen bladen".

De tweede opmerking die bij artikel 601 moet worden gemaakt, betreft de vorm waarin het vonnis en het arrest wordt bekendgemaakt. Zomin in de voorgestelde tekst als in de huidige tekst bepaalt artikel 601 dat deze bekendmaking bij uittreksel moet worden gedaan, zoals bijvoorbeeld artikel 472 voorschrijft voor de bekendmaking van het vonnis van faillietverklaring.

.../...

Oordeelt de Regering dat bekendmaking in extenso onnodig is en dat met de bekendmaking van het vonnis of van het arrest bij uittreksel kan worden volstaan, dan behoort dit in de tekst van artikel 601 te worden gezegd en moet ook worden bepaald welke gegevens dat uittreksel moet bevatten.

+

+ +

De inleidende volzin van artikel 5 van het ontwerp behoort als volgt te worden gelezen :

"Artikel 5.-

Artikel 25 van de gecoördineerde wetten van 25 september 1946 betreffende het gerechtelijk akkoord wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 25.- ...".

+

+ +

De inleidende volzin van artikel 6 van het ontwerp behoort als volgt te worden gelezen :

"Artikel 6.-

Artikel 27, laatste lid, van diezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervange ...".

+

+ +

.../....

Bij het ontwerp zijn nog de volgende opmerking te maken :

I. Terwijl het nieuw artikel 472 en het door het ontwerp voorgestelde artikel 583 zeggen welke gegevens moeten voorkomen in het uittreksel van het bekend te maken vonnis, is geen dergelijke bepaling voorgeschreven ten aanzien van het uittreksel van het vonnis dat de nietigheid of de ontbinding van het akkoord uitspreekt, waarvan sprake is in artikel 524.

Volgens artikel 524, tweede lid, moet dit vonnis worden bekendgemaakt op dezelfde wijze en in dezelfde vorm als voorgeschreven voor het vonnis van faillietverklaring waarover artikel 472 handelt.

Het ware dus wenselijk artikel 524 op dit punt aan te vullen.

II. Artikel 607 heeft betrekking op de herroeping van het uitstel van betaling.

Het derde lid van dit artikel bepaalt : "Elk arrest of vonnis houdende herroeping van het uitstel wordt bekendgemaakt en aangeplakt op de wijze en op de plaatsen voorgeschreven bij artikel 601". Het zou in de rede liggen ook dit artikel te wijzigen.

.../...

Zomin als artikel 601 zegt artikel 607, dat de aldaar voorgeschreven bekendmaking bij uittreksel moet worden gedaan. Acht de Regering de bekendmaking van een uittreksel voldoende, dan moet ook hier worden bepaald welke gegevens dit uittreksel moet bevatten.

III. Artikel 28, tweede lid, van de gecoördineerde wetten van 25 september 1946 betreffende het gerechtelijk akkoord bepaalt : "De voorziening moet geschieden binnen acht dagen te rekenen van de aanplakking en van de bekendmaking van het arrest van het Hof van beroep in de nieuwsbladen".

Ook dit artikel behoort te worden gewijzigd.

IV. Tenslotte zou nog artikel 1 van de wet van 26 december 1882 op de kosteloze rechtsvordering inzake van failliet met de bepalingen van het ontwerp in overeenstemming moeten worden gebracht.

Dit artikel bepaalt : "Wanneer het tegoed eener failliet zal verondersteld worden ontoereikend te zijn om de kosten van bereddering te bestrijden, zal de rechtbank van koophandel, van ambtswege of op aanzoek van de curator, de kosteloosheid der rechtspleging bevelen voor het vonnis van faillietverklaring, de aanplakking van dit vonnis ...".

Aangezien het ontwerp de aanplakking van het vonnis van faillietverklaring afschaft, dienen de woorden : "de aanplakking van dit vonnis" als overbodig te vervallen.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

A. BERNARD, assesseurs de la section de législation,
Ch.VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.
Le rapport a été présenté par M. W. VAN ASSCHE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C. ROUSSEAUX.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. W. VAN ASSCHE, audite

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.